



45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

GEROND'IF

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

GEROND'IF

Association sans but lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 33 rue du fer à Moulin - 75005 Paris

SIREN : 822 452 181

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la GEROND'IF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

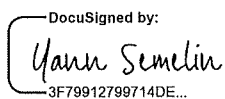
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 23 juin 2025

DocuSigned by:

3F79912799714DE...

Yann SEMELIN

Associé



ASSOCIATION GEROND'IF

33 rue du Fer à Moulin

75005 PARIS

Siret : 82245218100024 Code APE : 9499Z

BILAN
au
31/12/2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 067	1 067		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	349 399	192 030	157 369	211 071
	Autres immobilisations corporelles	166 582	145 733	20 849	30 918
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	162 300		162 300	162 300
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 000		1 000	1 000
	TOTAL (I)	680 348	338 830	341 518	405 289
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	30 932		30 932	12 190
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 036 419		1 036 419	1 792 269
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	500 000		500 000	
	DISPONIBILITES	1 674 312		1 674 312	2 249 147
	Charges constatées d'avance	226 338		226 338	61 615
	TOTAL (II)	3 468 001		3 468 001	4 115 221
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 148 349	338 830	3 809 519	4 520 511
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 000	1 000
(3) dont à plus d'un an				16 500	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	377 335
	Fonds propres complémentaires	526 758
	Fonds propres avec droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Ecart de réévaluation	
	Réserves	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	
Autres fonds propres	Autres	
	Report à nouveau	
	Excédent ou déficit de l'exercice	(34 395)
	(149 423)	
	Total des fonds propres (situation nette)	342 940
	377 335	
	Fonds propres consommables	
	Subventions d'investissement	606 518
	Provisions réglementées	863 559
	Total des fonds propres	949 459
Fonds reportés et dédiés	Produits des émissions de titres participatifs	
	Avances conditionnées	
	Total des autres fonds propres	
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 357 643
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	1 089 251
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	
DETTES (1)	Total des fonds reportés et dédiés	1 357 643
	1 089 251	
	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	
DETTES D'EXPLOITATION	Total des provisions	
	DETTES FINANCIERES	
	Emprunts obligataires convertibles	
	Autres emprunts obligataires	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	
	Emprunts et dettes financières divers	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	DETTES D'EXPLOITATION	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 422
	Dettes des legs ou donations	58 098
DETTES DIVERSES	Dettes fiscales et sociales	113 845
	123 287	
	DETTES DIVERSES	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	631 491
	Autres dettes	491 318
	Produits constatés d'avance	705 658
	1 517 662	
	Total des dettes	1 502 417
	2 190 366	
	Ecarts de conversion passif	
	TOTAL PASSIF	3 809 519
	4 520 511	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(34 394,99)	(149 422,63)
	(1) Dont à moins d'un an	1 502 417
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	2 190 366

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	24 100	25 500
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	36 621	54 580
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 004 133	2 210 329
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	109 180	55 680
	Legs, donations et assurances-vie	1 813	7 943
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	50 412	43 025
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	975 389	887 775
	Autres produits	18	730
	Total des produits d'exploitation	3 201 666	3 285 562
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	272 320	510 345
	Aides financières	307 397	817 956
	Impôts, taxes et versements assimilés	97 746	87 177
	Salaires et traitements	1 009 446	1 062 964
	Charges sociales	394 139	435 171
	Dotation aux amortissements et dépréciations	71 455	83 281
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	1 357 643	1 089 251
	Autres charges	1	13 000
	Total des charges d'exploitation	3 510 148	4 099 144
RESULTAT D'EXPLOITATION		(308 482)	(813 582)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(308 482)	(813 582)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	21 674	18 963
	Total des produits financiers	21 674	18 963
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		21 674	18 963
RESULTAT COURANT avant impôts		(286 808)	(794 619)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	257 040	649 204
	Total des produits exceptionnels	257 040	649 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		257 040	649 204
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		4 627	4 008
TOTAL DES PRODUITS		3 480 380	3 953 729
TOTAL DES CHARGES		3 514 775	4 103 152
EXCEDENT ou DEFICIT		(34 395)	(149 423)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			39 705
TOTAL			39 705
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			39 705
TOTAL			39 705

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1 / Présentation de l'association :

Description de l'objet social

Porter un pôle régional afin de promouvoir l'excellence et l'innovation en gériatrie et gérontologie en Ile-de-France.

Gérond'if a pour but de fédérer de manière collaborative les acteurs intervenant dans le champ de la gériatrie et de la gérontologie en Ile-de-France afin de dynamiser la recherche et l'innovation ainsi que leur valorisation industrielle et la formation dans tous les domaines ayant trait à la santé et à l'accompagnement des personnes âgées, à la prévention des conséquences du vieillissement et au maintien de l'autonomie.

Pour ce faire, Gérond'if anticipe l'évolution et le contenu des métiers induit par la transition démographique et l'évolution des besoins et des technologies. Il favorise et valorise le développement des compétences dans les domaines de la gériatrie et de la gérontologie pour accompagner ces perspectives.

Il facilite le transfert de la recherche et des progrès dans le développement des Géron-technologies vers le soin, le secteur médico-social, la médecine de ville et les services à domicile.

Il contribue, dans le champ de la gériatrie et de la gérontologie, à l'évaluation médico-économique et du point de vue des sciences humaines et sociales de :

- Tout type d'action de prévention ou de soins à destination des personnes âgées,
- Des actions de formation à destination des professionnels de santé et médico sociaux,
- Des aides techniques mises à dispositions des personnes âgées.

Il veille pour chaque projet au respect des valeurs éthiques que sont la bienveillance, l'équité et le respect de la dignité et de l'autonomie du sujet âgé.

Il contribue par ses actions à la promotion d'une image positive du grand âge.

Il contribue donc à la mise en œuvre des orientations des politiques publiques tant des les champs du sanitaire et du médico-social, que de la recherche et du développement économique et de l'emploi.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, et descriptions des moyens mis en oeuvre

Gérond'if a pour objectif de fédérer de manière collaborative les acteurs intervenant dans le champ de la gériatrie et de la gérontologie, afin de dynamiser la recherche fondamentale en biologie du vieillissement et de la longévité, la recherche transactionnelle ainsi que l'innovation, leur

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

valorisation industrielle et la formation dans tous les domaines ayant trait à la santé et l'accompagnement des personnes âgées, à la prévention des conséquences du vieillissement et au maintien de l'autonomie.

□

Gérond'if accompagne l'évolution des métiers du grand âge. Il favorise et valorise le développement des compétences. Il facilite le transfert de la recherche vers l'innovation industrielle, notamment vers la gérontotechnologie.

Gérond'if contribue à l'évaluation des thématiques présentées dans la loi "Adaptation de la santé au vieillissement (ASV)" :

- Actions de prévention ou de soins à destination des personnes âgées,
- Actions de formation aux professionnels,
- Aides techniques aux personnes âgées.

Il veille pour chaque projet au respect des valeurs éthiques que sont la bienveillance, l'équité et le respect de la dignité et de l'autonomie des aînés.

Il contribue par son action à la promotion d'une image positive du grand âge.

Il contribue à la mise en œuvre des orientations des politiques publiques (liées au grand âge) tant dans les champs du sanitaire, du médico-social que de la recherche et du développement économique et de l'emploi.

Les bénéficiaires finaux de tous les travaux du Gérontopôle d'Ile-de-France sont les personnes âgées, qu'elles soient institutionnalisées ou au domicile, et qu'elles soient robustes, fragiles ou dépendantes.

Les aidants des personnes âgées du territoire francilien, de même que l'ensemble des professionnels de santé, du médico-social ou du domicile, bénéficient des retombées positives des travaux de recherche et de sensibilisation ou formation de Gérond'if.

Les décideurs publics peuvent s'appuyer sur des études scientifiques robustes et sur un niveau de preuves élevé pour éclairer leurs décisions et mieux anticiper les effets de l'allongement de la vie dans leur territoire ou dans leur domaine de compétences.

Majoritairement, les programmes de recherche et travaux sont financés sur la base de subventions via la réponse à des appels à projets ou sur la base de contrats d'objectifs et de moyens (notamment avec l'ARS Ile-de-France). L'Association dont la gestion est désintéressée, évalue les budgets demandés en estimant les coûts humains et en fonctionnement qui seront strictement et justement affectés et nécessaires pour mettre en œuvre les projets.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2 / Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 809 519** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 480 380** euros et un total **charges** de **3 514 775** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-34 395** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables définies par les règlements ANC 2018-06 et ANC 2014-03 consolidés, relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, ont été appliquées.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon la durée normale d'utilisation pour les biens suivants :

Matériel industriel :	3, 5 ou 10 ans
Matériel de bureau et informatique :	3 ou 5 ans
Mobilier :	5 ou 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont composées de contributions financières versées par Gerond'if dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont composés des subventions à recevoir sur l'exercice 2024 en fonction des conventions signées entre Gérond'if et des tiers financeurs et non perçues au 31/12/2024.

Les subventions sont comptabilisées pour la totalité du montant de la convention en PAR dans l'exercice où celle-ci a été signée et en fonction de la convention et du projet, l'association

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

comptabilise un PCA soit au prorata temporis soit en fonction des versements prévus dans la convention qui dépendent de l'avancement des projets.

Contributions volontaires en nature

L'AP-HP s'est engagée à contribuer au fonctionnement de Gérard'if à hauteur du mobilier récupéré et mis à disposition de Gérard'if, ainsi que des travaux de mise en état des locaux sur le site de La Collegiale.

La Déléguée Générale de Gérard'if, affectée et intégrée dans la masse salariale de l'AP-HP, demeure prise en charge par l'AP-HP, jusqu'au terme de la convention signée entre l'AP-HP et Gérard'if, sans contrepartie financière (toutes charges comprises).

Dons en Nature

Contrairement à 2023, il n'y a pas eu de dons en nature sur 2024.

Provisions

Aucune provision n'a été comptabilisée au 31/12/2024.

Engagement en matière de retraite

Les droits acquis par les salariés en matière d'indemnités de départ en retraite ne sont pas significatifs eu égard à l'ancienneté des membres du personnel et de leur âge.

Rémunérations des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi relative au volontariat associatif du 23 mai 2006, les membres du Conseil d'Administration de l'association ne perçoivent pas de rémunération, ni ne bénéficient d'avantage en nature.

Régime fiscal

La gestion de l'association étant désintéressée, elle bénéficie du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales du 15 septembre 1998 et du 16 février 1999 relatives aux organismes sans but lucratif.

Effectifs

L'effectif moyen du personnel en 2024 est de 21,99.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Autres informations

Les honoraires du commissaire aux compte s'élèvent à 8 766.30 euros TTC pour l'exercice 2024.

Subvention d'investissement

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n°1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
- soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante, agissant de manière rétrospective.

L'intégralité des subventions d'investissement ont fait l'objet d'une inscription en fonds propres et d'une reprise échelonnée au compte de résultat.

L'association Gérond'if a obtenu sur l'exercice 2019 de la région Ile de France sur le projet DIM une subvention d'investissement de 600 000 euros, cette subvention a été comptabilisée dans le compte 138100 par la contrepartie d'un compte de produit à recevoir. Sur l'exercice 2020 la région Ile de France sur le projet DIM a attribué une subvention d'investissement de 800 000 euros. Sur l'exercice 2021, la région Ile de France a attribué une subvention d'investissement complémentaire de 500 000 euros portant le total du compte 138100 à 1 900 000 euros.

La quote part de subvention d'investissement inscrite au compte de résultat est de 257 040.34 euros sur l'exercice 2024.

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	526 758		(149 423)		377 335
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		(149 423)	149 423		
Excédent ou déficit de l'exercice	(149 423)	149 423		34 395	(34 395)
Situation nette	377 335			34 395	342 940
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	863 559			257 040	606 518
Provisions réglementées					
TOTAL	1 240 894			291 435	949 459

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Subventions d'exploitation							
Cf.état Fonds dédiés	1 089 251	1 357 643	1 089 251			1 357 643	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 089 251	1 357 643	1 089 251			1 357 643	

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement				
Autres subventions d'investissement	1 900 000			1 900 000
Montant nominal	1 900 000			1 900 000
Quotes-parts virées au compte de résultat	1 036 441	257 040		1 293 482

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 456 173			547 961	2 004 133
Subventions d'investissement						
TOTAL		1 456 173			547 961	2 004 133

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 067					1 067
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 067					1 067
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	346 149		3 250			349 399
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	162 148		4 434			166 582
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		508 297		7 684			515 981
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	162 300					162 300
	Prêts et autres immobilisations financières	1 000					1 000
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	163 300					163 300
TO TAL		672 664		7 684			680 348

--	--	--	--	--	--	--	--

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 067			1 067
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 067			1 067
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	135 078	56 952		192 030
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	131 230	14 503		145 733
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	266 308	71 455		337 763
TOTAL		267 375	71 455		338 830

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Dotations				Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel		Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

--

--

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 000	1 000	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	30 932	14 432	16 500
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	997 715	997 715	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	38 704	38 704	
	Charges constatées d'avance	226 338	226 338	
TOTAL DES CREANCES		1 294 689	1 278 189	16 500
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	51 422	51 422		
	Personnel et comptes rattachés	15 091	15 091		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 755	71 755		
	Impôts sur les bénéfices	4 627	4 627		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 372	22 372		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	631 491	631 491		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	705 658	705 658		
TOTAL DES DETTES		1 502 417	1 502 417		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		1 032 048
Autres créances		1 032 048
FOURN. R.R.R. A OBTENIR	235	
ETAT SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A RECEVOIR	350 000	
ETAT SUBVENTION D'EXPLOITATION A RECEVOIR	647 715	
PRODUITS A RECEVOIR	10 598	
MECENATS A RECEVOIR	23 500	

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Charges à payer		532 481
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		34 420
FACTURES NON PARVENUES	34 420	
Dettes fiscales et sociales		29 746
PROVCP	15 091	
CHARGES SOC PROVCP	7 269	
CHARGE A PAYER	7 386	
Autres dettes		468 315
CHARGES A PAYER	350 956	
SUB A REVERSER - ICOPE	117 359	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			226 338
CCA AUTRES SECTIONS		6 699	
CCA ARNOLD		84 000	
CCA BUCCO DENTAIRE		8 000	
CCA SNOSE		36 339	
CCA PUREWICK		10 800	
CCA ICOPE		62 500	
CCA PLAIDOM		18 000	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			226 338